Le MS21 et la Coordination Internationale

Le MS21 tient en premier lieu à dire son attachement à la démarche de la Coordination Internationale initiée par le PARDEM. La dimension internationaliste de notre engagement politique est en effet un complément indispensable de celle qui nous lie au principe de souveraineté nationale. Si on considère les différences et spécificités des situations politiques des divers pays représentés, les difficultés rencontrées pour définir des objectifs communs et cadrer les actions étaient inévitables mais ne doivent pas nous dissuader de poursuivre. Le MS21 prendra sa part dans ce lent et utile processus de construction.

Les considérations qui suivent s'appuient sur les propositions faites par le PARDEM. Elles se veulent de simples éléments de débat et sont toutes négociables.

1- Principe d'une rencontre de la coordination européenne

Le MS21 est favorable à cette rencontre sur deux jours pleins dès que les conditions sanitaires le permettront. Il mandatera au minimum deux camarades pour y être présents. Le MS21 a un bon contact avec le centre de la Grande Garenne à Neuvy-sur-Barangeon qui pourrait éventuellement accueillir l'événement.

2- Ordre du jour

Il s'agira de faire le bilan de la coordination, d'avoir une discussion politique de fond, de traiter les aspects organisationnels et de définir des actions communes.

3- Plate-forme politique

> *-Pour la sortie de l'Union européenne, de l'euro, de l'OTAN et du néolibéralisme*
> *-Sur une valeur Internationaliste*
> *-Mise en commun d'informations sur la situation politique dans chacun des pays*
> *-Respect de la souveraineté nationale et populaire, y compris dans la relation entre nos organisations*
> *-Discuter avec d'autres organisations et les inviter à entrer dans la coordination en signant la plateforme politique.*

Le MS21 valide cette base politique et propose d'inclure un autre projet :

- Créer des institutions européennes d'une « Union Sociale Européenne » calquées sur les institutions existantes (shadow cabinet) et qui montreraient à la population comment pourrait fonctionner un projet européen fondé sur l'amélioration du salariat et non du capital.

4- Bilan

Le MS21 prend note des actions déjà réalisées : déclarations communes, rencontres et événements politiques de manière bilatérale (Gilets jaunes / P101 Nice, Rome, Espagne) participation et ou organisation de forum internationaux : Grèce, Italie, France. Participation de plusieurs organisations de la coordination invitées à l'université d'automne du Pardem.

5- Réunions de la coordination et mode d'organisation

Une fois par mois en moyenne par Skype.
Il serait bon de créer un fil Telegram dédié aux échanges de la coordination pour éviter la dispersion des mails.
Il faudrait créer un Site ou un Blog dédié à la coordination sur lequel serait stockées les infos essentielles (ODJ, CR, événements prévus etc…)
Le MS21 pose la question du financement des actions de la coordination. Une trésorerie de la coordination est-elle en place ? Qui en est responsable ? Quel est le niveau de participation financière de chaque organisation ?
Enfin, il faut assurer notre présence sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter…) . Un responsable ?

6- Proposition d'actions communes

Dans le cadre du Shadow Cabinet européen :

A très court terme

- Constitution immédiate d'une CSE, Commission Sociale Européenne en attribuant aux membres de la coordination le statut de Commissaire Social Européen (à répartir suivant les compétences)

- La CSE fera régulièrement des communiqués liés à l'actualité européenne et marquera à la culotte l'actuelle Commission Européenne en relevant son caractère oligarchique, ultra-libéral et l'utilisation de la concurrence pour affaiblir les peuples et installer le moins-disant social. La CSE proposera à chaque occasion des directives alternatives.

- Renforcer la CSE en faisant appel à des personnalités de différents pays
- Populariser et médiatiser cette initiative : mailings, réseaux sociaux, presse

A moyen terme

- Ecriture collective d'un TSE, Traité Social Européen
Cette démarche est d'autant plus légitime que l'actuel TCE a été rejeté par de nombreux peuples (dont la France en 2005). Elle sera l'occasion de remettre en évidence l'attaque que représente ce TCE sur l'ensemble des services publics. Elle fera appel à des personnalités du monde politique, économique, juridique etc…

- Populariser et médiatiser cette initiative : mailings, réseaux sociaux, presse

- Création, selon les mêmes principes d'une BCSE, Banque Centrale Sociale Européenne et d'une CJSE, Cour de Justice Sociale Européenne

Et enfin, à plus long terme

- Organisation d'une session d'un PSE Parlement Social Européen, avec l'organisation d'une assemblée générale à Bruxelles ou à Strasbourg pendant une session du Parlement officiel